



 LE BULLETIN D'ACTUALITÉS CANADIEN SUR LES RÉFUGIÉS

REFUGE

ISSN0229-5113

MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF

Le terme "refuge" désigne un lieu où l'on se retire pour échapper à un danger ou pour se mettre en sûreté. Les Israélites avaient édifié des cités de refuge. Au cours des siècles, les marins ont cherché des ports pour mettre leurs navires à l'abri des tempêtes. Il n'est donc pas surprenant que le Petit Robert définisse le terme "réfugié" comme étant "une personne qui a dû fuir le lieu qu'elle habitait pour échapper à un danger". On appelait "réfugiés" les protestants de France qui s'expatrièrent après la révocation de l'édit de Nantes au 17^e siècle pour aller s'établir dans les Flandres et en Amérique, parce que, victimes de persécution politique et religieuse, ils ont trouvé refuge dans un pays étranger.

L'acception contemporaine du terme est cependant différente. Aujourd'hui, un réfugié est un individu poussé par la crainte à fuir son pays d'origine et qui n'a plus de patrie. Que ce soit une guerre, un cataclysme ou la persécution qui motive la fuite du "réfugié", l'usage contemporain de ce mot désigne une personne sans refuge, sans abri, sans foyer.

L'évolution de la signification du terme "réfugié" traduit l'effrayante réalité et l'ampleur du problème actuel des réfugiés dans le monde. Donner refuge à plus de 13 millions d'êtres humains de diverses origines dans notre monde troublé, n'est pas tâche facile.

Le Canada cependant est une terre de refuge. Au cours des cinq dernières années, il s'est maintenu en tête des pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés en rapport avec leur population. Une telle participation nous aura sensibilisés intensément à l'infortune des réfugiés et aura confirmé notre engagement à leur prêter secours.

Mais étant donné que le rétablissement au Canada ne constitue une solution appropriée que pour un nom-

bre restreint de réfugiés, nos efforts doivent porter sur une gamme plus étendue d'activités: nous pourrions par exemple fournir de la nourriture, de l'eau et des médicaments aux réfugiés à l'étranger ou encore rendre l'asile temporaire au Canada plus facile d'accès.

En outre, nous faisons face à des problèmes aigus en voulant fournir aux réfugiés non seulement un lieu sûr, mais aussi une nouvelle patrie où ils pourront s'exprimer dans leur langue, occuper un emploi adapté à leurs talents et à leur formation et envisager l'avenir avec espoir.

Le Canada a démontré qu'il voulait et qu'il pouvait s'attaquer à ces problèmes. REFUGE vise précisément à faciliter ce processus en se faisant le porte parole des divers organismes de parrainage à travers le monde, en faisant connaître la politique canadienne et, ce qui est le plus important, en citant, certaines initiatives locales à titre d'exemples qui pourraient s'avérer utiles dans notre travail. Cet échange de renseignements ne sera possible que si vous qui oeuvrez auprès des réfugiés nous faites part de vos propres expériences, de vos connaissances, de vos opinions et de vos trouvailles en nous envoyant des lettres, des articles, des annonces et des suggestions.

REFUGE pour sa part s'efforcera d'éviter le piège de la partisanerie, ce qui est essentiel pour encourager la collaboration de tous. Divers points de vue y seront exprimés, ses sources de financement (y compris l'appui financier de ses lecteurs) seront variées et, ce qui est plus important encore, son conseil de rédaction sera composé de personnes déjà impliquées dans des mouvements d'aide aux réfugiés.

J'espère vivement que REFUGE se révélera une publication stimulante et utile. J'ai la certitude que son succès sera tributaire de la participation active de tous les Canadiens intéressés.

REFUGE se veut un forum qui, à travers ses échanges d'idées et d'opinions suscitera l'intérêt et la participation des Canadiens aux programmes d'aide aux réfugiés, tant à l'échelle locale qu'internationale.

UN MOT DU PREMIER MINISTRE

Le programme spécial du Canada en vertu duquel notre pays a accueilli 60,000 réfugiés indochinois en un peu plus d'un an et demi n'aurait pas été possible sans la participation de milliers de Canadiens d'un océan à l'autre.

Bien que le gouvernement précédent et celui que je dirige, de même que les provinces, aient tous appuyé le Programme d'aide aux réfugiés indochinois, son succès a néanmoins été assuré à la faveur de la participation totale et compatissante de milliers de Canadiens issus de tous les milieux.

Ce bulletin - mise en oeuvre par la Fondation canadienne pour les réfugiés et Operation Lifeline - est une autre initiative qui tombe à point. Il offrira un forum où l'on pourra recueillir informations et idées, et il contribuera à coordonner les services de groupes et d'agences bénévoles oeuvrant au bénéfice des réfugiés; sans doute encouragera-t-il également d'autres Canadiens à participer aux activités destinées à aider les réfugiés.

Le Canada continuera de faire sa juste part en faveur des réfugiés de toutes les régions de notre planète en proie à tant de difficultés. Je suis persuadé que ce bulletin deviendra un réseau de communications essentiel entre les gouvernements et les groupes de parrainage privés. Je félicite la Fondation canadienne pour les réfugiés et Operation Lifeline et leur offre mes meilleurs voeux à l'occasion de la publication de ce premier numéro.

PIERRE ELLIOTT TRUDEAU

UNE TRAGÉDIE HUMAINE

par Linda Durno, directeur de "Relief and Development World Vision of Canada".

Pendant que les Canadiens déployaient des efforts individuels et collectifs pour venir en aide aux réfugiés de la mer du Sud-Est asiatique, une autre tragédie humaine se jouait en sourdine dans la corne africaine où l'Éthiopie et la Somalie se disputent une région appelée Ogaden. Ce secteur se trouve dans les limites territoriales de l'Éthiopie, mais depuis des siècles, les tribus somaliennes nomades parcourent l'Ogaden à la recherche de pâturages pour leurs troupeaux dont dépend principalement leur subsistance.

Cette guerre, de même qu'une longue sécheresse et la famine ont poussé des milliers de nomades à fuir l'Ogaden pour aller dans le pays voisin, la Somalie. Considérés comme des réfugiés pour avoir droit à l'aide du HCNU, ils sont maintenant 1,7 million. En Somalie, une personne sur quatre est un réfugié. Entassés dans 37 camps, ils constituent le plus important groupe de réfugiés au monde.

Je viens tout juste de visiter le camp de Las Dhure situé au Nord-Ouest de la Somalie. La souffrance et le désespoir de ces gens resteront longtemps gravés dans ma mémoire. Les Dhure, avec ses 76 000 personnes, est le camp le plus important de la Somalie. Les conditions de vie y sont presque indescriptibles. De petits attels ronds (huttes de carton, de peaux d'animaux et de paille) sont érigés sur une terre aride aux abords d'une rivière desséchée. Des pierres aux arêtes vives jonchent le sol et rendent difficile toute circulation, à pied ou en voiture. Un vent cinglant balaie continuellement la poussière dans les yeux, les oreilles et la bouche. On a beau vaporiser des insecticides, les

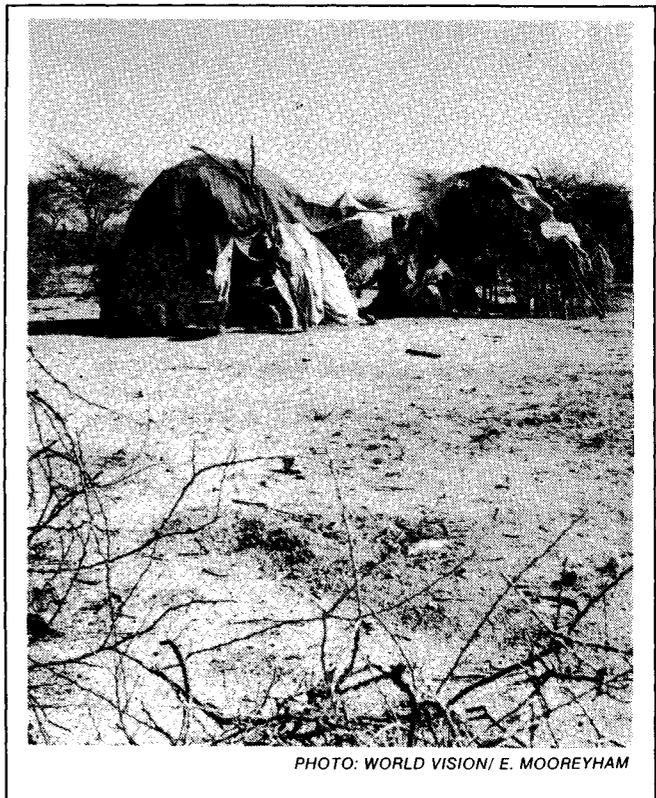


PHOTO: WORLD VISION/ E. MOOREYHAM

mouches bourdonnent sans arrêt autour de la figure des gens.

Les réfugiés sont à quatre-vingt-dix pour cent des femmes, des enfants, des malades et des vieillards. Nombreux sont ceux qui ont erré pendant des jours et même des semaines dans le désert impitoyable n'ayant que peu ou pas de vivres. En cours de route, ils ont été les témoins impuissants de la mort d'un grand nombre de leurs enfants. Les hommes ont été tués ou sont restés en Ogaden pour se battre ou pour protéger les quelques têtes de bétail qui restent.

Le sort des femmes est déprimant et décourageant. Déjà minées par la malnutrition, elles doivent de leurs mains nues construire les huttes. Pour trouver des branchages, elles sont obligées de marcher toujours plus loin, parce que les terres avoisinantes ont été dénudées de leurs arbrisseaux épineux. Elles doivent creuser à la main des trous dans le lit de la rivière pour en retirer le peu d'eau qui s'y trouve. elles peuvent aussi en obtenir en allant faire la queue à l'un des huit réservoirs. J'ai vu aussi les mêmes femmes ployer sous la charge des sacs de maïs de 100 lb reçus en ration. Le maïs est si dur qu'il faut le broyer petit à petit dans une souche évidée, à l'aide d'un bâton de bois dur de trois à quatre pieds pesant au moins dix livres, pour en obtenir une poudre utilisable. Mais le travail ne s'arrête pas là. Il faut encore préparer les repas, et ces mères aux enfants très mal nourris doivent aussi passer des heures dans des centres spéciaux d'alimentation pour aider à distribuer les rations supplémentaires.

Il est toujours tragique de voir des enfants malades, mais je n'oublierai jamais le regard désespéré d'une mère qui gisait sur le sol de son attel. Affligés d'une hépatite, elle était incapable de prendre soin d'elle-même ou de ses enfants. Même si je ne comprenais pas sa langue, je pouvais très bien saisir la tristesse et le désespoir qui l'accablaient.

L'équipe médicale de *World Vision* travaille presque sans répit pendant de longues heures dans une chaleur écrasante. Un après-midi où j'étais venu prêter main forte aux infirmières de la clinique, j'ai pu faire l'expérience des lourdes responsabilités qu'elles doivent assumer. Une jeune femme, belle et grande, nous amena son bébé de huit jours. J'avouerai sans malice, parce que c'est la vérité, que ce fragile bébé avait l'air

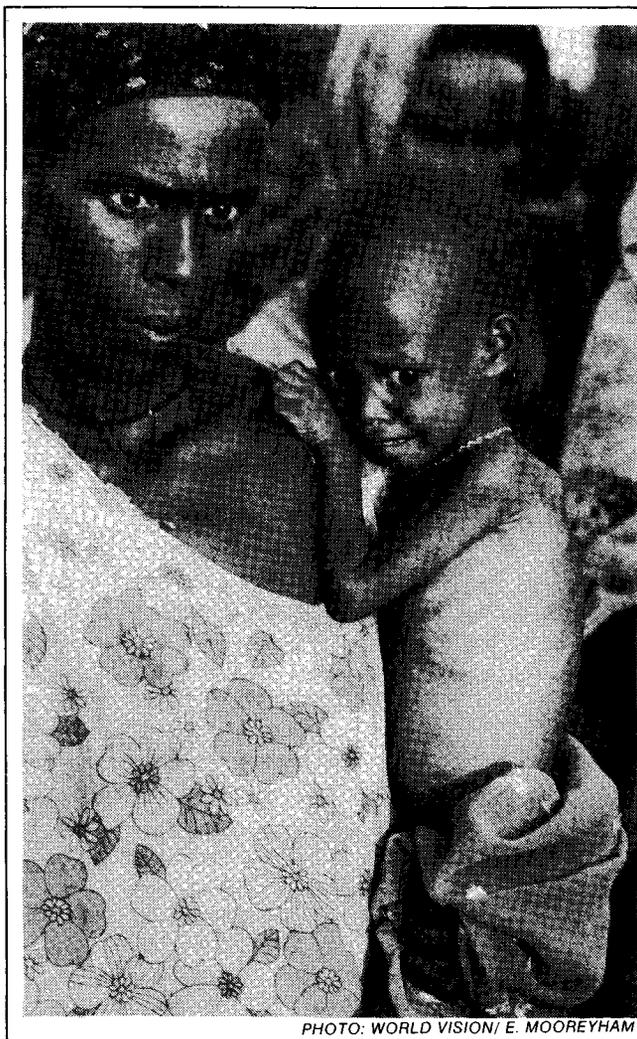
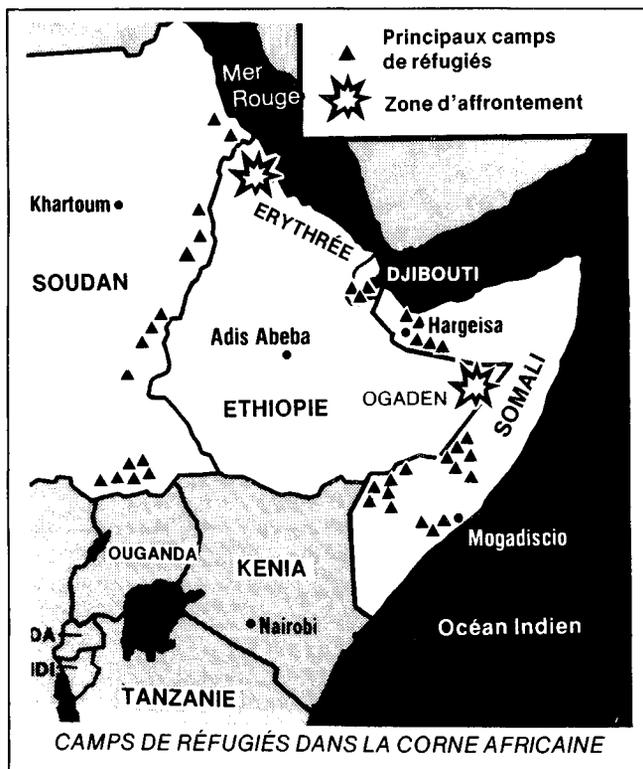


PHOTO: WORLD VISION/ E. MOOREYHAM



d'un vieillard d'écharné. Anne, l'infirmière, me regarda en me disant: "Elle ne survivra pas." Je ne voulais pas le croire, mais elle avait probablement raison. Anne a dû ensuite décider s'il fallait ou non lui injecter une dose de précieuse pénicilline. Devait-elle en donner à cette enfant mourante; cette seule dose suffirait-elle à la sauver? Tant d'autres ayant de meilleures chances de survie avaient aussi désespérément besoin de ce médicament.

Anne fixa cette mère dont le seul espoir dépendait de ce qu'elle pouvait faire en tant qu'infirmière. Je tins le bébé tandis qu'Anne fit une injection dans sa petite jambe desséchée. Ensemble nous avons prié Dieu de guérir cette petite.

Cette scène se répète continuellement dans les camps de la Somalie. Souvent, les mères doivent choisir de sauver la vie d'un enfant aux dépens d'un autre. La vie est dure pour les réfugiés somaliens qui, pour la plupart, sont déchirés par le souvenir d'actes de violence, de bains de sang, de la faim et de la mort. Je n'ai pas osé les interroger sur leurs espoirs pour l'avenir. Pourtant, lorsque j'étais parmi eux, dans la puanteur, la saleté, la poussière et les insectes, ils m'accueillaient toujours avec le même mot: Nabat — la paix soit avec vous.

RÉFUGIÉS DU SALVADOR ADMIS AU CAN

Le ministre canadien de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, a annoncé le 19 mars dernier des mesures spéciales pour venir en aide aux personnes qui ont été touchées par le conflit au Salvador.

- Les Salvadoriens qui ont été autorisés à séjourner au Canada et qui y ont des parents capables de les parer à titre d'immigrants pourront obtenir le droit de s'établir au Canada en tant que résidents permanents, pourvu qu'ils répondent aux exigences relatives à la santé et à la sécurité.
- Les visiteurs autorisés en provenance du Salvador qui n'ont pas de parents au Canada mais qui désirent s'y établir en permanence obtiendront un permis du Ministre et l'autorisation de chercher un emploi. Le dossier de ces personnes sera réexaminé après six mois. Si l'on constate qu'elles pourront s'établir avec succès au Canada, elles se verront accorder le droit d'établissement, pourvu qu'elles satisfassent aux exigences réglementaires.

- Les Canadiens et les résidents permanents de ce pays dont les parents ont dû fuir le Salvador pourront aider les membres de leur famille à venir au Canada en vertu de critères élargis, pourvu qu'ils soient en mesure de prendre des dispositions satisfaisantes en vue de leur rétablissement.
- Les Salvadoriens en séjour autorisé au Canada, qui ne veulent pas rentrer dans leur pays tant que la situation ne s'y sera pas normalisée pourront s'adresser à un Centre d'Immigration Canada pour obtenir une prolongation de séjour. Ceux qui auront besoin de travailler seront légalement autorisés à le faire.

Monsieur Axworthy a fait observer que ces mesures cadrent avec la nécessité reconnue de suivre de près la situation au Salvador et de continuer à prendre les mesures nécessaires pour faire face à l'aspect humanitaire du problème.

Le Ministre a précisé que le HCNUR estime qu'il sera possible de rapatrier la plupart de ces personnes qui

PROJET DE PROGRAMME SPÉCIAL À L'INTEN'

Après la visite d'une équipe spéciale en Amérique centrale, le Comité inter-Églises pour les réfugiés, le Comité inter-Églises pour les droits de la personne en Amérique latine et le Comité chrétien pour les droits de l'homme en Amérique latine ont présenté au ministère de l'Emploi et de l'Immigration une proposition visant à accentuer les mesures prises pour aider les réfugiés du Salvador. En voici des extraits:

HISTORIQUE

Le climat de violence et de répression qui sévit en Amérique centrale et qui s'est particulièrement envenimé au cours de la dernière année a obligé cent mille réfugiés à s'enfuir pour aller chercher protection dans les pays avoisinants. Venus surtout du Salvador et, dans une moindre mesure, du Guatemala, ils se trouvent en nombre relativement élevé au Mexique, à Belize, au Honduras et au Costa Rica. Les autres pays de la région en ont également accueilli un petit nombre.

A Belize et au Honduras, la plupart des réfugiés sont d'origine paysanne ou "campesino" et bénéficient de l'aide du HCNUR et d'organismes bénévoles. Tous les intéressés s'entendent pour dire que ces réfugiés ne seraient pas en mesure de se rétablir à l'extérieur de la région. La vie est difficile pour eux, et l'aide d'urgence qui continue de leur être accordée, de même que les petits projets de développement économique axés sur l'autonomie adoptés par la communauté des nations à leur intention représentent autant de moyens appropriés et très nécessaires.

Au Costa Rica et au Mexique, cependant, il en va tout autrement. En effet, on y trouve, parmi les réfugiés, de nombreux travailleurs instruits et spécialisés, des étudiants, des enseignants (qui forment une classe à part) et d'autres qui ont besoin d'aide pour s'établir de façon productive. Au Costa Rica, ces personnes sont considérées comme des réfugiés au sens de la Convention des Nations Unies et, à ce titre, ne peuvent être expulsées. Elles ne sont toutefois pas autorisées à travailler ni à suivre des cours de formation professionnelle; elles sont donc obligées de subsister à même la maigre allocation que leur offrent les Nations Unies ou d'occuper illégalement un emploi, ce qui pourrait compromettre leur statut de réfugié. Avant le 3 mars 1981, lorsque les Nations Unies ont signé un accord avec les autorités du Mexique, la situation dans ce pays était encore pire. Les réfugiés n'étaient pas reconnus comme tels et n'étaient pas autorisés à travailler; ils recevaient quand même une aide limitée des Nations Unies par l'entremise de la Croix Rouge. Heureusement, le nouvel accord réglera le problème de la reconnaissance du statut de réfugié et permettra de régulariser les programmes d'aide d'urgence, mais l'on s'attend généralement à ce que les réfugiés finissent par se retrouver dans la même situation que ceux cantonnés au Costa Rica.

Au Canada, il y a relativement peu de réfugiés d'Amérique centrale. La plupart d'entre eux ont des parents, des membres de leur famille, des amis intimes ou des anciens collègues qui sont actuellement victimes de persécution et qui doivent absolument quitter leur pays. Certains ont des liens avec des gens qui sont déjà au nombre des réfugiés se trouvant au Mexique et

ont fui le Salvador lorsque les combats y auront pris fin. Le HCNUR avise donc tous les pays d'accueil que, pour le moment, il n'y a pas lieu de mettre sur pied des programmes spéciaux de rétablissement des réfugiés salvadoriens. Nous partageons cet avis, mais certaines personnes ne pourront peut-être pas rentrer dans leur pays parce qu'elles ont des raisons précises de craindre la persécution. C'est pourquoi nous sommes disposés à accepter les demandes que les personnes dans cette situation présentent à titre de réfugiés dans nos bureaux régionaux.

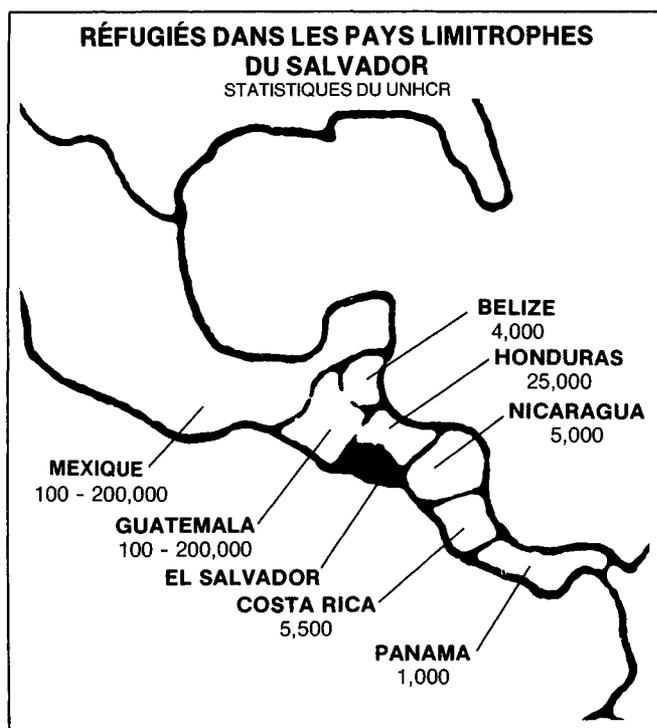
Aux termes de la législation actuelle en matière d'immigration, les groupes privés ont le droit de parrainer des réfugiés de n'importe quelle partie du monde.



LA VIRTUD, HONDURAS

PHOTO: FATHER GREG CHISHOLM

ION DES RÉFUGIÉS D'AMÉRIQUE CENTRALE



au Costa Rica. Le bureau d'Immigration Canada au Mexique étudie en priorité le cas des personnes qui peuvent être parrainées à titre de "membres de la catégorie de la famille". Bien d'autres cependant ne remplissent pas les conditions voulues pour rentrer dans cette catégorie ou celle des parents aidés, car bien souvent le parent en Amérique centrale ou l'ami au Canada ne dispose pas des fonds nécessaires ou n'est pas un parent suffisamment proche. Les personnes dans cette dernière

situation sont très inquiètes et désireuses de fournir toute l'aide possible à leurs parents et amis d'Amérique centrale.

Il y a aussi au Canada des gens qui sont disposés à aider les réfugiés d'Amérique centrale. Il s'agit dans bien des cas de membres de la communauté chrétienne chez qui la persécution ouverte de l'Église en Amérique centrale a suscité un ardent désir de faire tout ce qui était possible. La plupart des sectes religieuses offrent déjà de l'aide par l'intermédiaire de leurs services d'urgence et de leurs programmes de développement, mais certaines paroisses se disent prêtes à recourir au programme de parrainage, pourvu qu'un mécanisme adéquat soit établi à cet égard.

LA PROPOSITION

Instituer un programme spécial modeste à l'intention des réfugiés d'Amérique centrale, de façon qu'il soit possible d'accueillir au moins cinq cents réfugiés du Guatemala et du Salvador, parrainés par le gouvernement, en sus des 1000 réfugiés latino-américains que le Canada prévoit accueillir en 1981.

Rendre admissible au programme tout réfugié ayant un contact quelconque au Canada. Il pourrait s'agir d'un résident canadien apparenté au réfugié ou d'un ami disposé, à titre d'ami de la famille à aider le réfugié à s'établir au Canada.

Mettre en place un programme spécial modeste à l'intention des réfugiés d'Amérique centrale, pour qu'il soit possible d'accueillir au moins cinq cents réfugiés du Guatemala et du Salvador, parrainés par des groupes privés identifiés par des institutions religieuses d'Amérique centrale.

* * * * *

FAITS DIVERS

Taïlande: Les tentatives de réunions se poursuivent

Les agents de l'ambassade du Canada à Bangkok en Thaïlande signalent qu'ils ont de la difficulté à obtenir la permission d'interviewer des réfugiés dans tous les camps kampuchéens de ce pays. Ils notent cependant certaines améliorations depuis décembre, alors qu'on craignait un moratoire absolu sur l'étude des cas. Malgré certaines restrictions et les difficultés causées par les nombreuses allées et venues entre les camps, les agents de l'ambassade espèrent pouvoir régler tous les cas de réunion des familles.

Entente de parrainage

Le *Canadian Polish Congress* et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, viennent de signer une entente concernant le parrainage de réfugiés. Grâce à cette entente, il sera maintenant plus facile pour les filiales ou les organisations membres du Congrès au Canada de parrainer des réfugiés au sens de la Convention des Nations Unies et les personnes qui se sont exilées des pays de l'Europe de l'Est, puisque le temps nécessaire à l'étude des demandes a été réduit et les formalités simplifiées au niveau local. Selon le plan établi pour 1981, 4000 réfugiés de l'Europe de l'Est viendront s'établir au Canada. En 1980, il y en a eu 3700.

Longue-Pointe ferme ses portes

En août 1979, des centres d'accueil ont été aménagés à Longue-Pointe à Montréal et à Griesbach à Edmonton à l'intention des réfugiés indochinois.

Avec la diminution du nombre de réfugiés indochinois, le besoin d'offrir des services complets dans les centres d'accueil s'est amoindri. Ainsi, en août 1980, les pratiques au centre de Griesbach ont été progressivement éliminées et, comme le dernier des neuf vols nolisés prévus pour le programme de 1981 est arrivé le 25 mars 1981, le centre de Longue-Pointe a aussi fermé ses portes à la fin de mars. Depuis le début d'avril, tous les Indochinois arrivent au Canada par petits groupes d'une cinquantaine de personnes à bord de vols commerciaux réguliers à destination de l'aéroport international de Vancouver ou de Mirabel, près de Montréal.

Pour le reste de 1981, les services d'accueil seront offerts à ces points d'entrée. La plupart des réfugiés n'y passeront qu'une nuit dans des chambres d'hôtel retenues à cet effet par le gouvernement. Les formalités de l'agriculture et de la douane seront effectuées à ces endroits, les réfugiés y subiront un dernier examen médical, recevront des vêtements et rempliront leur demande de numéro d'assurance sociale. Tous les réfugiés seront munis de tous les documents voulus et connaîtront leur destination finale. Autant que possible, on les aidera à s'y rendre le lendemain de leur arrivée au point d'entrée.

LES MÉDIAS À L'AFFÛT

LES RÉFUGIÉS DE LA MER: "CAUCHEMAR" ou "ADAPTATION"

par Gerald Utting,
Toronto Star

Le rôle que les médias ont joué pour sensibiliser le public canadien au sort des réfugiés de la mer a fait ressortir de façon frappante l'influence que les médias peuvent exercer sur la réaction du public. REFUGE a donc demandé à des journalistes qui ont fait des reportages sur les réfugiés indochinois comment ils percevaient leur rôle dans ce cas particulier.

En mars dernier, un groupe d'étude a publié un rapport sur le sort des 12 000 réfugiés de la mer installés à Toronto.

Selon l'article paru dans le *Toronto Star*, pour lequel je travaille incidemment, les réfugiés de la mer sont dans un état pitoyable, désespérément accablés par la vie trépidante de Toronto. Ils vivent entassés dans les logis, sont mal rémunérés et subissent un choc culturel, en plus d'avoir de la difficulté à surmonter les tensions provoquées par les "horreurs qu'ils ont connues sur la mer et dans les camps de réfugiés en Asie". Je n'ai pas lu le rapport, mais quel qu'en fut la teneur, la presse a titré: "Un beau rêve devenu cauchemar", et c'est ce que je trouve ridicule.

En effet, compte tenu des épreuves que les réfugiés de la mer et d'autres réfugiés ont subies à cause de la tyrannie, des meurtres et de la famine en Asie du Sud-Est, il est franchement risible d'affirmer que ces hommes, leurs courageuses épouses et leurs beaux enfants vivent un cauchemar à Toronto.

J'ai parlé à des centaines de réfugiés de la mer dans leurs camps fétides. J'ai vu sur une plage de la Malaisie des soldats armés de fusils automatiques, de matraques et de boucliers forcer des misérables en pyjamas noirs à former un groupe qui faisait vraiment pitié. En fait, j'ai aidé des gens à tirer des moribonds d'une frêle embarcation au large de la côte vietnamienne.

Je n'ai jamais entendu aucun de ces réfugiés se plaindre de ces conditions qui tenaient véritablement du cauchemar. Certes, ils voulaient fuir ces affreux camps de réfugiés dans les îles. Certes, ils étaient terrifiés d'être entourés d'hommes armés dans un pays étranger où ils espéraient trouver refuge. Certes, la soif et la faim sur leurs bateaux de fortune les avaient à ce point affaiblis qu'ils ne pouvaient rien faire d'autre que gémir. Mais ils étaient si heureux d'avoir fui leur pays où les conditions étaient telles qu'ils étaient prêts à risquer la mort pour y échapper.

Ce sont des gens courageux et débrouillards. Ce qu'ils vivent maintenant à Toronto et ailleurs au Canada, ce n'est pas un cauchemar, mais simplement les difficultés que suppose inévitablement l'adaptation à la vie dans un pays étranger. Il est évident qu'ils ont besoin d'aide sur les plans financier, éducatif, médical et même psychologique. Rien d'étonnant pour des gens si éprouvés. Ils ont besoin surtout de compréhension et d'amitié, tout comme les autres Canadiens dans leur vie

quotidienne.

Les médias canadiens trouveront peut-être un peu plus difficile de faire passer ce message que de faire des reportages sur les événements manifestement plus dramatiques et émouvants entourant l'envolée des réfugiés de la mer au-dessus de la Mer de Chine méridionale. D'une certaine façon, les médias s'emploient davantage à faire état des drames et des bouleversements que de l'adaptation à notre société d'un nombre imposant de réfugiés du Sud-Est asiatique. Assurément, cette histoire de "cauchemar" traduit un manque flagrant de subtilité chez les médias canadiens.

Mais cela montre aussi que les médias ont une conscience et qu'ils croient que le grand public en a une également. Les réfugiés de la mer ne vivent pas de cauchemar au Canada, mais l'utilisation même de ce terme dénote que bien des gens s'inquiètent encore du sort des réfugiés que nous avons accueillis. Cela reflète aussi le sentiment de grande frustration qu'éprouvent ceux qui essaient de leur venir en aide.

Ce qui importe plus encore, je crois, c'est que nous ne devons pas perdre de vue les vraies priorités. Le Canada a réussi à sauver des dizaines de milliers de personnes des dangers de la mer et des rigueurs des camps de réfugiés et à les transporter dans notre fortuné pays. Nous ne devons pas oublier que c'est pour trouver la liberté que ces réfugiés du Sud-Est asiatique ont fui l'oppression. Ils sont en outre convaincus que nous sommes des ardents défenseurs de la liberté.

Au fil des ans, j'ai beaucoup appris sur la liberté en parcourant le monde. On ne saurait jouir de la liberté et

la refuser à d'autres. L'essence même de la liberté, c'est qu'il faut la partager avec ceux qui la recherchent. Pour les réfugiés de la mer, le vrai cauchemar aurait été de constater que les Canadiens croient que la liberté n'appartient qu'à quelques privilégiés. Mais je sais qu'ils n'ont pas fait une telle constatation. Je sais aussi, parce que j'ai des amis vietnamiens au Canada, qu'ils chérissent beaucoup notre liberté et que, s'ils éprouvent de l'angoisse, c'est que des êtres qui leur sont chers ne sont pas encore libres.

Telle est pour les Canadiens la véritable leçon à retirer de l'expérience des réfugiés de la mer. Grâce à eux, nous avons pu élargir notre notion de la liberté. Il n'y a pas si longtemps, nous avons emprisonné les Japonais du Canada. Aujourd'hui, une telle action serait impensable dans notre pays. En me promenant sur la rue Yonge, je croise de frêles adolescents vietnamiens emmitoufflés pour se protéger du froid. Ils ont des problèmes, bien sûr, concernant la langue, le travail et les soins dentaires, et nous, Canadiens adultes, devrions les aider à les résoudre. Mais je sais qu'ils ne craignent pas de perdre leur liberté. C'est ce que nous avons de plus précieux, et nous avons pu la partager avec eux.

ECHANGE DE RESSOURCES

Service social international

Une réfugiée vietnamienne adolescente s'est retrouvée au Canada séparée du reste de sa famille qui est allée s'établir en Australie. Des membres de la famille en Australie ont sollicité l'aide du Service social international (SSI) pour que leur soeur qui se sentait terriblement seule puisse venir les rejoindre. A la demande du SSI, les autorités du Bien-être du Manitoba ont étudié le cas et recommandé à l'Australie d'envisager la possibilité d'autoriser la venue de la jeune fille.

De nombreux réfugiés établis au Canada éprouvent peut-être des difficultés d'ordre personnel ou familial, dont la solution exige l'action concertée de deux pays ou plus. Le SSI est un organisme apolitique non sectaire qui s'emploie à résoudre ce genre de problèmes en travaillant en collaboration avec des ministères gouvernementaux et des organismes bénévoles des quatre coins du monde.

SSI Canada est financé en grande partie par une subvention de Santé et Bien-être social Canada.

Service social international
55, avenue Parkdale
C.P. 3505, Succursale postale C
Ottawa (Ontario) K1Y 4G1

Sources de financement

Le "Répertoire des programmes d'aide offerts aux collectivités ethnoculturelles du Canada", publié par la Direction du multiculturalisme du Secrétariat d'État, donne la liste des programmes des fondations, des sociétés, des municipalités, des autorités fédérales et provinciales, des organismes culturels fédéraux et des groupes syndicaux pouvant offrir une aide financière. Le Répertoire précise:

- les montants disponibles
- le genre de projets subventionnés
- les critères d'admissibilité
- les personnes à contacter

Direction du multiculturalisme
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario) K1A 0M5

RENCONTRE COMITÉ PERMANENT DES ORGANISMES CANADIENS AU SERVICE DES RÉFUGIÉS

5, 6 et 7 juin 1981
Université McMaster
Hamilton, Ontario

Responsable: Judy Gowland
(416) 525-4781

ENQUÊTE STATISTIQUE

Répartition approximative des réfugiés à travers le monde (1)

Afrique	5,000,000
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,000,000
Asie	2,500,000
Amérique latine et Antilles	2,000,000
Europe de l'Est.	100,000
Total.	13,600,000

- (1) Source: Comité inter-Églises pour les réfugiés, *Who is my Neighbor* (Qui est mon voisin?), 1981
(2) Source: L. Axworthy, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, Rapport annuel sur les niveaux d'immigration déposé au Parlement, 1981.

Admission de réfugiés projetée par le gouvernement canadien pour l'année 1981 (2)

Afrique	200
Indochine	8,000
Amérique latine et Antilles	1,000
Europe de l'Est.	4,000
Autres régions du monde	300
Réserve pour imprévus	2,500
Total.	16,000

* Parrainage privé 5,000

* Le nombre projeté de 5000 cas de parrainage privé pour 1981 est basé sur des intentions exprimées par les groupes de parrainage. Il ne constitue pas le nombre maximum de réfugiés que pourront parrainer les groupes privés admissibles. Le gouvernement fédéral continuera d'appuyer et d'encourager les organismes privés dans leurs tâches humanitaires d'aide aux réfugiés du monde entier.

REFUGE est une publication mensuelle autonome à but non lucratif, subventionnée par la Fondation canadienne pour les réfugiés et Wintario, et par ses abonnés sous forme de contributions volontaires. Si ses propos se prêtent à la discussion, ils ne reflètent pas nécessairement l'opinion de ses collaborateurs, de son personnel ou de son comité de rédaction.

Comité de rédaction:

Stuart Beaveridge, Victoria Dawn, Toronto
Douglas Cohen, Montréal, Michael Pitman, Toronto
Claudio Duran, Toronto, Linda Weigi, Regina
Daniel Ferguson, Toronto
Arie van Eek, Burlington

Toutes nominations seront les bienvenues.

Rédacteur: Kristin Hanson

Sauf indication contraire, tous les textes contenus dans cette publication peuvent être reproduits sans permission. Le nom de l'auteur ou de la source devrait cependant être mentionné.

LE BULLETIN D'ACTUALITÉS CANADIEN SUR LES RÉFUGIÉS

REFUGE

8 York St., 2/F., Toronto, Ontario M5J 1R2.



Contents

Mot du rédacteur en chef REFUGE EDITOR	1	Faites divers REFUGE EDITOR	6
Un mot du premier ministre PIERRE ELLIOTT TRUDEAU	2	Les médias à l'affût: Les réfugiés de la mer: "Cauchemar" ou "adaptation" GERALD UTTING	6
Une tragédie humaine LINDA DURNO	2	Echange de ressources REFUGE EDITOR	7
Réfugiés du Salvador admis au Canada REFUGE EDITOR	4	Enquête statistiques REFUGE EDITOR	8
Project de programme spécial à l'intention des réfugiés d'Amérique Centrale REFUGE EDITOR	4		